

12 juin 2023

S.E. l'Ambassadeur
Mission permanente

Appel sur le travail des enfants - Comité des ONG sur les migrations

Monsieur l'Ambassadeur...,

À l'occasion de la [Journée mondiale contre le travail des enfants 2023](#), les signataires de l'*Appel pour le travail des enfants 2023* appellent les dirigeants mondiaux à mettre fin au travail des enfants d'ici 2025 (ODD 8.7), car 160 millions d'enfants sont concernés dans le monde ([UNICEF 2020](#)).

COVID-19, la pauvreté et les conflits aggravent la situation et les enfants migrants, y compris ceux qui sont déplacés à l'intérieur du pays, courent un risque élevé d'exploitation.

Trop d'enfants sont privés de leur enfance, n'ont pas accès à l'éducation et ne peuvent donc pas devenir des membres à part entière de la société.

Les gouvernements sont invités à soutenir cet appel en prenant des mesures décisives pour mettre fin, dès maintenant, à cette violation inacceptable des droits de l'enfant.

Ensemble, en donnant la priorité aux approches fondées sur la prévention, nous pouvons faire la différence et assurer un avenir meilleur à des millions d'enfants dans le monde entier.

Nous vous remercions de votre attention et de votre considération.

Je vous prie d'agréer, Madame, Monsieur, l'expression de mes salutations distinguées,



Cecilie Kern
Président du comité des ONG sur les migrations



UN APPEL À CESSER DE VOLER LA VIE DES ENFANTS

Le Comité des ONG sur les migrations et les signataires soussignés appellent les dirigeants mondiaux à accélérer leurs efforts pour mettre fin au travail des enfants d'ici 2025, étant donné que le rythme de réduction du travail des enfants s'est ralenti dans le monde entier. En 2020, 160 millions d'enfants travaillaient, soit 1 enfant sur 10 dans le monde. La pandémie de COVID-19, les catastrophes naturelles et les conflits, y compris l'invasion de l'Ukraine, ont considérablement exacerbé les inégalités mondiales sur le marché du travail et les écarts entre les nantis et les laissés-pour-compte. Il est essentiel de s'attaquer au travail des enfants pour parvenir à la justice sociale et résoudre d'autres problèmes socio-économiques.

Le travail des enfants prospère là où les familles sont pauvres et exclues, où les femmes et les filles sont discriminées, où les institutions sont faibles ou corrompues, où les enfants n'ont pas accès aux services fondamentaux tels que la santé, la nutrition, la protection de l'enfance et la protection sociale, l'éducation, y compris l'éducation et l'accueil de la petite enfance, et où le travail des enfants est considéré comme une solution pour le développement. Le travail des enfants n'est pas seulement une question de droits, c'est aussi une question économique ; mettre les enfants au travail retarde le développement économique ; et sans développement économique, davantage d'enfants se retrouvent mis au travail. Cela crée un cycle de pauvreté qui s'auto-entretient.

Les enfants migrants, vulnérables à l'exploitation, à la discrimination et à la violence, sont particulièrement exposés. Les enfants migrants et réfugiés en situation de migration mixte sont parmi les plus vulnérables, en raison des dangers qu'ils courent en traversant les frontières, en étant séparés des membres de leur famille, en étant exposés à la traite, à l'exploitation et aux préjudices, en plus de devoir faire face dans un pays étranger à des problèmes de langue, de documentation, d'accès à la justice, etc.

Il est impératif de multiplier les voies de migration et d'admission sûres, ordonnées et régulières pour les réfugiés et autres migrants forcés. Lorsque les familles migrent ensemble et sont autorisées à rester ensemble dans le processus d'immigration et d'asile, le risque pour les enfants est réduit.

Les normes internationales en matière de droits de l'homme et de droits du travail fixent des limites juridiques au travail des enfants et fournissent des bases pour les actions nationales et internationales visant à y mettre fin. Mais nous savons que la plupart des gouvernements n'ont pas réussi à élaborer des politiques efficaces pour aider et protéger les enfants qui travaillent.

Sans une action accélérée, l'engagement de la communauté internationale d'éradiquer le travail des enfants d'ici à 2025 est pratiquement hors de portée, ce qui limitera les progrès sur de nombreux autres objectifs de développement durable.

C'est maintenant qu'il faut agir, en accordant une attention particulière aux approches fondées sur la prévention.

APPEL 2023 SUR LE TRAVAIL DES ENFANTS - LISTE DES SIGNATAIRES

Alliance Amal

Association des femmes américaines - Rome

Réseau arabe pour la petite enfance (ANECD)

Société arabe pour le développement humain et environnemental والبيئية البشرية للتنمية العربية الجمعية

Les religieux catholiques australiens contre la traite des êtres humains

Casa Generalizia Della Societa Del Sacro Cuore (Maison générale de la société du Sacré-Cœur)

Comité de protection de l'enfance de l'association du barreau de Lahore

Enfants à risque

CO-HABITER

Projet de réparation des garanties

Commission des migrations, sous-commission sur les enfants dans la migration

Communauté de Sant'Egidio USA

Compagnie des Filles de la Charité

Congrégation de la Mission

Crescentera Prod.

Filles de la Charité de Saint Vincent de Paul

DEMOCRATS ABROAD, Rome, Italie

Direction des affaires sociales au Caire

Consortium pour la paix dans la petite enfance (ECPC)

ECPAT-USA

FAWCO

GAMCOTRAP

GAPAFOT

Gatef

Alliance internationale des femmes

Association internationale des écoles de travail social

Conseil international des psychologues

Fédération internationale des établissements et des centres de voisinage

Mouvement international pour l'avancement de l'éducation, de la culture, du développement social et économique (imaecsed)

La justice en mouvement

Kids Club Kampala

Fédération luthérienne mondiale

Sœurs maristes

Pères et frères de Maryknoll

Membre de The Child Center of NY

Association internationale Mercy

L'humanité nouvelle du mouvement des Focolari

Comité des ONG sur l'UNICEF

Association des relations internationales et politiques de l'université de New York

Étudiant de l'Université de New York

OMEP (Organisation mondiale pour l'éducation préscolaire)

Passionistes International

Fondation pour l'élimination de la pauvreté et l'éducation communautaire (PEACE)

Sœurs de Bon Secours

SNESC SOLIDARITE NUMERIQUE EDUCATION SANTE CASTRES

Streevani

Association Teresian

Le projet de document

La Fondation Fairstart

Comité américain pour les réfugiés et les immigrants

UNANIMA International

Université de Pretoria

Centre d'études taiwanaises de Vienne

VIVAT International

Fondation pour le développement de la WARBE

WFUWO

Les veuves pour la paix par la démocratie

Femmes diplômées-USA

Communauté mondiale de vie chrétienne

WUNRN - Rapport des Nations unies sur les femmes

Fondation de la diaspora zambienne